



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme
Alimentaire
Mondial

Haïti

Note de plaidoyer conjoint

Décembre 2024

Améliorer rapidement la sécurité alimentaire des personnes touchées par une crise humanitaire sans précédent



Introduction

En Haïti, la faim vient d'atteindre un nouveau sommet historique. Près d'un haïtien sur deux est en situation d'insécurité alimentaire aiguë, ce qui représente une augmentation de plus d'1,3 million de personnes classées en Phase 3 ou plus du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) depuis 2020 (IPC, 2024).

La crise alimentaire s'est considérablement aggravée dans le pays en particulier en raison de la violence aveugle perpétrée par des groupes de criminalité organisée; mais également en raison des chocs économiques et climatiques qui nuisent aux moyens de subsistance des communautés les plus vulnérables.

Les populations haïtiennes les plus touchées se trouvent dans une situation de vulnérabilité extrême. Elles ont urgemment besoin d'assistance pour améliorer leur sécurité alimentaire et sauvegarder leurs moyens d'existence, en particulier les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil. Cependant, les financements humanitaires alloués au secteur de la sécurité alimentaire sont largement insuffisants au vu des besoins de populations de plus en plus vulnérables. Ne pas agir immédiatement ne fait qu'augmenter les besoins humanitaires et le coût des interventions, et met en péril la survie et les moyens de subsistance de milliers de personnes.

La présente note de plaidoyer conjoint entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) a pour objectif d'alerter la communauté internationale et les bailleurs de fonds sur la gravité de cette crise inédite et de ses répercussions sur les populations haïtiennes. La note vise également à lancer un appel urgent à augmenter les financements afin de soutenir les populations du pays sévèrement touchées par la crise à réhabiliter leur moyens de subsistance et à améliorer leur sécurité alimentaire.



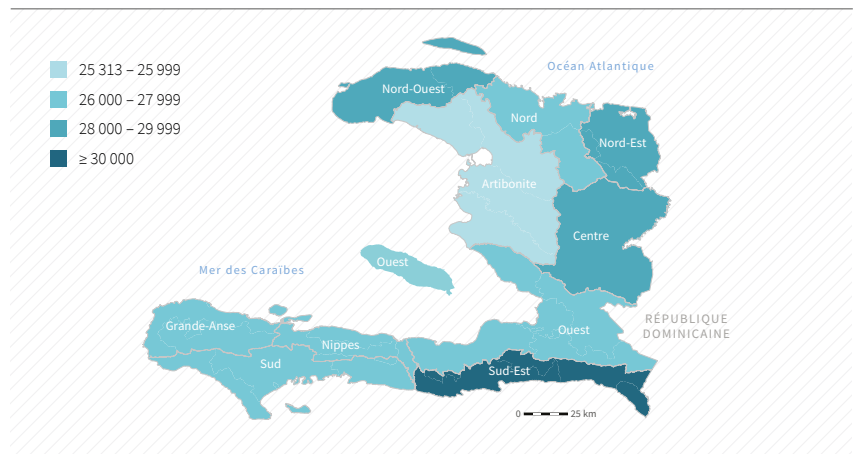
Analyse du contexte

L'aggravation de la crise alimentaire en Haïti est principalement dû aux facteurs suivants:

- Les violences persistantes perpétrées par les groupes de criminalité organisée perturbent depuis des dizaines d'années les moyens de subsistance, limitent l'accès aux marchés et provoquent des déplacements, notamment à Port-au-Prince et dans le Grand Sud.
- Les chocs économiques, notamment la dépréciation de la gourde, l'inflation, le chômage, la baisse des transferts de fonds et le recul des investissements agricoles accentuent la dépendance aux importations.
- La production agricole en Haïti souffre de multiples défis. La violence perpétrée par des groupes de criminalité organisée contraint de nombreux agriculteurs à abandonner leurs terres, ce qui réduit la production alimentaire. Cette situation est d'autant plus aggravée par le manque d'investissements publics dans des infrastructures agricoles souvent contrôlées par des gangs qui imposent des paiements illégaux.

En outre, les risques naturels et aléas climatiques ont fortement contribué à aggraver la crise alimentaire en 2024. Y étant particulièrement vulnérable, Haïti est régulièrement touché par des catastrophes naturelles telles que des séismes, cyclones, ouragans, inondations et sécheresses aux conséquences dévastatrices pour la population

Coût du panier alimentaire, août 2024 (HTG)



Note: Veuillez consulter la clause de non-responsabilité à la dernière page pour les noms et les frontières utilisés sur cette carte.

Source: PAM, 2024. Haïti: Suivi de marchés, septembre 2024. Port-au-Prince, Haïti.
<https://reliefweb.int/report/haïti/haïti-suivi-de-marchés-septembre-2024>

Impact des violences perpétrées par des groupes de criminalité organisée



85% de la zone métropolitaine de Port-au-Prince contrôlée par des groupes de criminalité organisée



1 740 personnes tuées ou blessées entre juillet et septembre 2024, +30% par rapport au trimestre précédent



702 973 PDI, +22% comparé à septembre 2024

Depuis le début de 2024, l'instabilité politique et les violences perpétrées par des groupes de criminalité organisée ont gravement compromis la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance en Haïti, réduisant les revenus des ménages pauvres et très pauvres, limitant les importations de produits alimentaires et perturbant les marchés ainsi que les chaînes d'approvisionnement.

La zone métropolitaine de Port-au-Prince reste l'épicentre des violences, avec des groupes de criminalité organisée qui contrôlent désormais la majeure partie du territoire. Leur influence s'étend vers le nord, centre et sud du pays où ils continuent d'intensifier leurs actions. L'augmentation de la violence et des attaques ont provoqué une hausse importante des victimes civiles, des blessés et des personnes déplacées internes (PDI).

Défis économiques



Haïti classé au **158^{ème} rang** sur **193** pays selon l'indice de développement humain 2022



-40% de production globale céréalière



+50% du prix du riz sur trois ans

L'aggravation de l'insécurité et la détérioration du contexte politique et économique de ces dernières années ont aggravé la situation dans le pays. Haïti est le pays le plus pauvre d'Amérique latine et des Caraïbes et l'un des plus pauvres au monde.

Largement conditionnée par l'instabilité politique et sécuritaire du pays, l'économie haïtienne continue de se détériorer et la trajectoire de la croissance reste très incertaine. Cette contraction économique persistante s'est exacerbée avec un taux d'inflation annuel maintenu élevé, atteignant 38,1 pour cent en septembre 2024. L'année 2024 marque également une nouvelle période de récession (-1,8 pour cent) en raison du contexte sécuritaire toujours plus fragile. Dans sa lettre de cadrage du projet de budget

2024-2025, le Gouvernement haïtien (2024) prévoit un recul de -4 pour cent sur le produit intérieur brut (PIB) pour l'année fiscale 2023-2024, qui s'est terminée le 30 septembre 2024. Ceci marque une sixième année consécutive de récession.

Le secteur agricole continue de jouer un rôle important dans l'économie haïtienne malgré son déclin constant. En 2020, l'agriculture représentait 20,4 pour cent du PIB, contre 37,3 pour cent dans les années 1970 (FAO et PAM, 2022). Elle reste une source non négligeable de revenu et d'alimentation pour les ménages ruraux (contribuant entre 20 à 25 pour cent), bien que le pays dépende fortement des importations de produits alimentaires.

Cependant, gravement touchés par l'insécurité, de nombreux agriculteurs ont été contraints d'abandonner leurs terres et de consommer leurs semences pour se nourrir. Cela a exacerbé les déficits de la production vivrière, en particulier dans l'Artibonite, grenier à riz du pays, ainsi que dans le département de l'Ouest.

Sur les six dernières années (2018-2024), la production globale céréalière (riz, maïs et sorgho) a significativement diminué, enregistrant une baisse cumulative d'environ 40 pour cent en raison des impacts de l'insécurité sur la production, son écoulement sur les marchés et du manque d'investissement dans le secteur agricole. Parmi les produits alimentaires de base, le prix du riz (qui représente l'aliment le plus consommé par les ménages) a augmenté de plus de 50 pour cent sur les trois dernières années. Ceci continue de constituer un frein à l'accès aux marchés et à la nourriture des ménages les plus pauvres.

D'après l'enquête nationale de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CNSA, 2024), 30 pour cent des zones analysées ont connu une diminution de la production, avec 5 pour cent ayant subi une baisse significative (plus d'un quart) et 25 pour cent une baisse modérée (entre 10 et 25 pour cent). Les zones les plus touchées sont La Victoire dans le Nord-Est, Croix-des-Bouquets et Grand-Goâve dans l'Ouest.

Par ailleurs, la fermeture officielle de la frontière entre Haïti et la République dominicaine continue de perturber les échanges transfrontaliers, limitant les revenus tirés de l'agriculture et des transactions commerciales régulières. Par ailleurs, la fermeture officielle de la frontière entre Haïti et la République dominicaine continue de perturber les échanges transfrontaliers, limitant les revenus tirés de l'agriculture et des transactions commerciales régulières. De plus, le Gouvernement de la République dominicaine a annoncé le rapatriement de milliers d'Haïtiens, augmentant considérablement le nombre de personnes de retour. Elles arrivent, pour la plupart à la frontière dans un état de grande précarité et vulnérabilité, épuisées après parfois jusqu'à quatre jours sans nourriture et très peu d'eau.

Niveau de sévérité de l'insécurité alimentaire

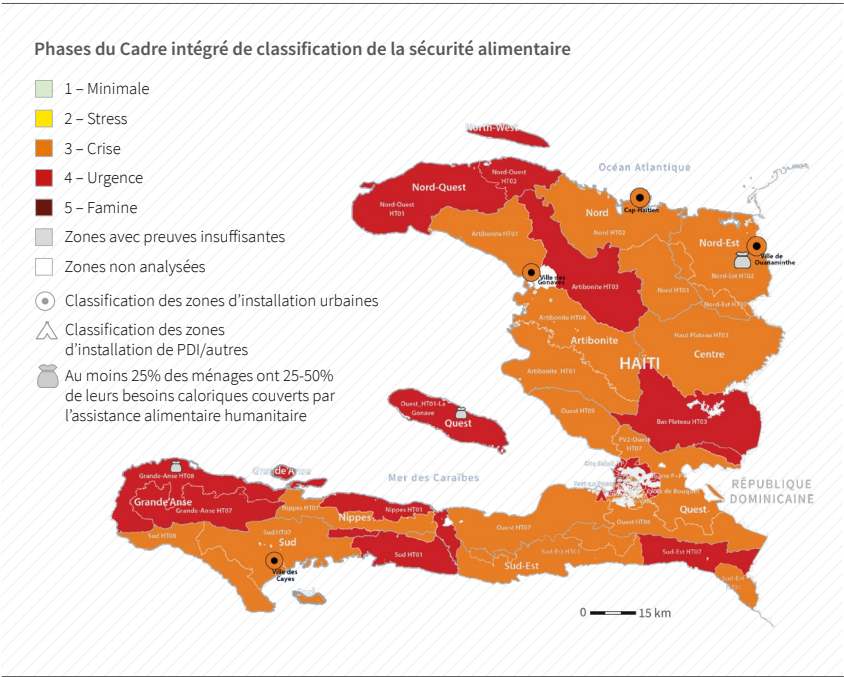
 **5,41 millions** de personnes en insécurité alimentaire aiguë (août 2024–février 2025)

 **125 046** enfants souffrent de malnutrition aiguë

L'ensemble des facteurs énumérés compromettent gravement la sécurité alimentaire des personnes les plus vulnérables, en particulier les PDI. La dernière analyse de l'IPC de septembre 2024 indique les pires résultats enregistrés en Haïti depuis le tremblement de terre de 2010, avec près de la moitié de la population en IPC Phase 3 ou plus (IPC, 2024). Cela représente une nette augmentation de la prévalence de l'insécurité alimentaire par rapport à la dernière analyse d'août 2024. En outre, sans assistance humanitaire adéquate, 5,54 millions de personnes seront en IPC Phase 3 ou plus en mars-juin 2025, soit une augmentation de 2,4 pour cent par rapport à la situation actuelle.

Plus alarmant encore, plus de 2 millions de personnes devraient être en IPC Phase 4 (Urgence) et pire pour la période projetée (mars-juin 2025). Ce chiffre inclut environ 6 000 personnes actuellement en IPC Phase 5 (Catastrophe), principalement des PDI.

Situation de l'insécurité alimentaire aiguë (août 2024–février 2025)



Note: Veuillez consulter la clause de non-responsabilité à la dernière page pour les noms et les frontières utilisés sur cette carte.

Source: IPC, 2024. Haïti: Analyse de l'insécurité alimentaire aiguë, août 2024-juin 2025. Port-au-Prince, Haïti.
https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Haiti_Acute_Food_Insecurity_Aug2024_Jun2025_Report_French.pdf



Réponse conjointe

En réponse à cette crise sans précédent, la FAO et le PAM mettent l'accent sur l'importance de fournir des réponses conjointes et complémentaires afin d'améliorer rapidement la sécurité alimentaire des populations touchées. Il s'agira de:

- **Fournir une assistance alimentaire d'urgence:** La gravité de la situation alimentaire nécessite une intervention immédiate pour sauver les vies, surtout dans les camps de déplacés. Cette assistance doit inclure un soutien à la production alimentaire d'urgence pour permettre à ces populations d'obtenir rapidement une production de subsistance.
- **Renforcer les programmes de protection sociale existants:** Établir un partenariat stratégique pour développer un programme de protection sociale intégré, basé sur un registre commun, afin d'assurer une réponse coordonnée et efficace aux besoins des populations vulnérables.
- **Rétablir les moyens de subsistance et protéger les filières agricoles:** Les chocs multiples entraînent une érosion progressive des actifs productifs des ménages, limitant leurs capacités à subvenir à leurs besoins alimentaires. Des interventions d'urgence, telles que les activités stimulant la production agricole et alimentaire, sont essentielles pour rétablir leurs moyens de subsistance et renforcer leur résilience. D'autres interventions qui permettent de protéger les chaînes de valeur alimentaires contre les chocs sécuritaires, économiques et climatiques seront également cruciales. Une priorité sera accordée aux PDI, aux personnes de retour et aux communautés d'accueil.
- **Prévenir et réduire l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés:** Investir dans l'agriculture, l'élevage et les activités halieutiques (pêche et pisciculture), en particulier dans les zones à potentiel agricole, afin de créer des alternatives économiques et endiguer au maximum la tentation des jeunes de rejoindre les groupes armés.

Bibliographie

CNSA (Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire). 2024. *Enquête Nationale de Suivi de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de la CNSA* (ENSSAN, Août 2024). Port-au-Prince, Haïti.

FAO et PAM. 2022. *FAO–WFP analysis of the links between instability and food insecurity in Haiti*. https://www.fightfoodcrises.net/sites/default/files/2024-02/Haiti_FAO_WFP_Study_links_Instability_FI_Executive_Summary_EN.pdf

Gouvernement de la République d’Haïti. 2024. *Lettre de cadrage du Projet de budget 2024-2024*. Port-au-Prince, Haïti. <https://communication.gouv.ht/dossiers/lettre-de-cadrage-du-projet-de-budget-2024-2025>

IPC. 2024. *Haïti: Analyse IPC de l’insécurité alimentaire aiguë (août 2024-juin 2025)*. Port-au-Prince, Haïti. https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Haiti_Acute_Food_Insecurity_Aug2024_Jun2025_Report_French.pdf

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la FAO et du PAM aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes pointillées sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO

Contact

Représentation du PAM en Haïti
wfp.haiti@wfp.org | @WFP_Haiti
Port-au-Prince, Haïti

Représentation de la FAO en Haïti
FAO-HT@fao.org | @FAOHaiti
Port-au-Prince, Haïti

**Food and Agriculture Organization
of the United Nations**